



Monde

Au Bangladesh, Auchan va financer une assurance santé



Ouvrières d'une usine textile à Gazipur, en décembre 2015. G.M.B.Akash/Panos/Rea



— Le groupe de distribution a créé une fondation pour améliorer les conditions de vie des salariés pauvres dans les pays émergents.

— Elle va financer la première assurance santé mise en place dans l'industrie textile au Bangladesh.

Au Bangladesh, le groupe Auchan va soutenir la mise en place d'une assurance santé pour 20 000 employés des usines textiles. Cette initiative va permettre de couvrir pour la première fois des salariés pauvres, dans ce pays qui travaille en sous-traitance pour toutes les grandes enseignes, mais où les droits sociaux sont balbutiants.

De façon très symbolique, ce projet pilote sera conduit dans le quartier de Savar, en périphérie de la capitale Dacca, où se trouvent un grand nombre d'usines textiles. C'est là que s'était déroulée la catastrophe du Rana Plaza, le 24 avril 2013. À l'époque, un bâtiment de huit étages abritant des ateliers textiles s'était effondré, tuant plus de 1 135 personnes. L'édifice venait d'être agrandi, peu auparavant, sans permis de construire. Et les premiers signaux d'alerte sur la fragilité de la construction avaient été délibérément ignorés par les propriétaires.

Le secteur textile emploie plus de 4 millions de salariés au Bangladesh. Ce sont en grande majorité des

femmes, venues de régions rurales. Elles touchent des salaires de 60 € par mois, et ne bénéficient d'aucune assurance santé.

La fondation Weave our future (« Tisser notre futur », créée par le groupe Auchan, va donc financer la mise en place d'une première assurance santé. « C'est une nouveauté, car cela n'existe pas au Bangladesh, à part pour les militaires ou les fonctionnaires. Mais c'est la première fois que des salariés du privé seront concernés », explique Jacques Lejeune, président du Comité français de soutien à GK-Savar, une ONG française qui a participé à la mise en place de ce projet.

L'assurance santé va coûter 35 dollars par personnes et par an (30 €). Pour être couvert, le salarié devra contribuer en versant 3 dollars par an (2,6 €). Le reste sera payé à parité par la fondation et par les propriétaires d'usine. Weave our future s'est engagée sur quatre ans

pour un montant annuel de 450 000 dollars (390 000 €). « Nous voudrions que dans quatre ans, les employeurs prennent le relais », explique Marie-Hélène Boidin-Dubrulle, vice-présidente de la fondation. Le but est que le système fasse tache d'huile et se généralise, reposant dans l'avenir sur les seules contributions des employeurs et des salariés.

« Convaincre les propriétaires d'usine n'est pas nécessairement le plus difficile », observe-t-elle. Il est plus difficile en réalité de convaincre les salariés d'adhérer : « Ce sont souvent des jeunes, qui ne savent pas ce qu'ils achètent car ce système d'assurance n'existe pas chez eux... Même si en réalité les études montrent qu'ils dépensent aujourd'hui en moyenne 4 dollars par mois pour leur santé... »

Une fois assurés, les salariés concernés auront accès à des consultations médicales gratuites, et 50 % du coût de leurs médicaments, pour

repères

Le Bangladesh, deuxième exportateur mondial de textile

Le Bangladesh compte 4 300 usines textiles qui emploient quatre millions de salariés, selon le syndicat des patrons de l'industrie textile (BGMEA).

Le pays a exporté 23 milliards

d'euros de produits textiles en 2015, soit 80 % des exportations du pays, ce qui le met en deuxième position mondiale derrière la Chine.

Le Bangladesh compte 160 millions d'habitants et reste parmi les pays les plus pauvres du monde, avec un PIB par habitant et par an inférieur à 950 €, 42 fois moins élevé que celui de la France.



« Nous voudrions que dans quatre ans, les employeurs prennent le relais », explique la vice-présidente de la fondation.

les pathologies les plus courantes, seront remboursés. Auchan n'a pas réservé ce système à ses seuls fournisseurs. Il s'est en fait appuyé sur une ONG locale, Gonoshasthaya Kendra, qui gère des centres de santé, et sur son partenaire français, le Comité de soutien à GK-Savar.

Comme tous les grands réseaux de distribution, Auchan se fournit beaucoup au Bangladesh. L'an dernier, il a passé la barre des 100 millions d'euros d'achats de produits textiles réalisés dans ce pays. L'industrie textile est essentielle au Bangladesh et lui a permis de connaître un certain décollage économique, depuis vingt ans. Mais cela s'est fait au prix de nombreux accidents du travail et de bas salaires.

À l'époque du Rana Plaza, le groupe Auchan avait été mis en cause par les ONG internationales pour ses pratiques commerciales. Le groupe avait été accusé d'avoir fait travailler l'une des usines accidentées. Auchan a toujours démenti. Mais en lançant cette fondation, il entend agir pour l'amélioration du sort des salariés dans les pays fournisseurs.

« Le Rana Plaza a marqué les es-

prits, au sein de l'entreprise et chez nos actionnaires. Nous nous sommes demandé quoi faire », reconnaît Marie-Hélène Boidin-Dubrule. « En plus de notre plan de lutte contre la sous-traitance opaque, nous avons fait un geste de solidarité envers les familles en versant 1,5 million de dollars (1,3 million d'euros) au Rana Plaza Donors Trust Fund (un fonds de solidarité pour les familles). Même si nous ne sommes ni responsables ni impliqués dans cette catastrophe, nous voulions aller plus loin. Une fondation a semblé être la meilleure réponse pour obtenir des avancées concrètes et durables », indique-t-elle.

La fondation Weave our future s'est aussi engagée, au Cambodge, dans un soutien à l'éducation des salariées des usines textiles. Elle dispose d'un budget de 7,5 millions de dollars sur cinq ans, mais compte poursuivre son action au-delà de cette durée, dans tous les pays émergents où le groupe se fournit.

Alain Guillemoles